

International Labor Network of Solidarity and Struggle
Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte
Rede Sindical Internacional de Solidariedade e de Lutas
Red Sindical Internacional de Solidaridad y de Luchas
Rete Sindacale Internazionale di Solidarietà e di Lotta
الشبكة النقابية العالمية للتضامن والنضال
Internationales Gewerkschaftsnetzwerk der Solidarität und des Kampfes



www.laboursolidarity.org

La situation au Nicaragua est extrêmement préoccupante

Le 18 avril 2018 marque le début de la crise politique au Nicaragua. Aujourd'hui, le régime autoritaire Ortega-Murillo qui bafoue les droits humains est toujours en place. La répression a provoqué, selon les sources, entre 350 et plus de 400 morts, plus de 700 personnes séquestrées, des milliers d'autres blessées ou affectées par la crise, et des centaines de prisonniers politiques¹. Le 21 décembre dernier, le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants (GIEI), de l'Organisation des États Américains (OEA), chargé d'enquêter sur les faits de violence au Nicaragua entre le 19 avril et le 30 mai, a publié un rapport qui révèle la stratégie répressive et assassine utilisée par le pouvoir qui a commis des « crimes de lèse-humanité ».

Si la crise politique a véritablement commencé en avril dernier, les revendications des différents secteurs de la population nicaraguayenne sont antérieures. En 2012, le projet de construction d'un canal interocéanique à l'aide de fonds privés chinois, dont la concession était établie à 50 ans, plus 50 ans prolongeables, a conduit une partie des paysans nicaraguayens à s'organiser et à créer le Mouvement paysan nicaraguayen – Conseil national de défense de notre terre, notre lac et notre souveraineté. Divers mouvements écologistes se sont également mobilisés contre de grands projets d'intensification de l'extraction minière et contre la déforestation (coupes illégales et incendies) dans plusieurs réserves naturelles du pays. De son côté, le mouvement féministe s'est élevé contre Ortega dès le début de son mandat, notamment à la suite de l'abrogation de la loi qui, depuis plus d'un siècle, avait légalisé l'avortement thérapeutique. Les retraités et les étudiants ont aussi manifesté leur mécontentement à plusieurs occasions, contre l'adoption des réformes au système de sécurité sociale. En réponse, le gouvernement a toujours utilisé la même recette : la répression. Systématiquement bloquées par la police (voire l'armée), les « caravanes paysannes » ne sont jamais parvenues à la capitale, Managua. Déjà en 2013, les étudiants et les retraités avaient été violemment attaqués lors de protestations contre une première réforme de la sécurité sociale ; scénario qui s'est reproduit en avril 2018. Quelques jours avant, les manifestations contre l'incapacité l'inefficacité du gouvernement à contrôler un incendie dans la réserve d'Indio Maíz, dans le sud-est du pays, ont été réprimées. C'est face à cette escalade de la violence que, à partir du 18 avril, ces secteurs sociaux se sont mis d'accord pour constituer un front uni contre le gouvernement d'Ortega et sa politique. Depuis lors, la répression s'est intensifiée, sous plusieurs formes.

Depuis, le gouvernement a franchi plusieurs étapes dans l'escalade de la répression. La première phase s'étend d'avril à juillet 2018, et constitue la plus meurtrière. Elle est caractérisée par l'usage démesuré de la force contre des manifestants pacifiques, non armés. Les forces de police sont sommées de tirer sur la foule ; les blessés ne reçoivent pas d'attention médicale dans les hôpitaux (sur ordre du gouvernement) ; la vie des citoyens qui veulent venir en aide aux manifestants (notamment dans les universités) est menacée. Le pic de violence se situe aux environs des mois de mai et juin 2018, notamment lors de la Marche des mères, du 30 mai 2018, lorsque plus de 15 personnes ont perdu la vie, ou encore au moment de l'attaque de l'Université autonome du Nicaragua (UNAN), lorsque les étudiants assiégés ont dû se réfugier dans une église voisine, et où toute aide de la part des citoyens a été empêchée par un cordon policier infranchissable. Plusieurs organisations ont conclu, à

l'issue de plusieurs enquêtes menées sur ces événements, que les tirs de la part des forces de l'ordre étaient « destinés à tuer », car ils visaient majoritairement le cou, la poitrine ou la tête des victimes.

Au début du mois de juillet, le gouvernement entame la deuxième étape de la répression alors que le pays s'enfonce dans la crise. La majorité des routes sont bloquées par des « *tranques* », des barricades mises en place par les manifestants dans le but de protéger leurs quartiers, des incursions des forces de police venues arrêter ceux que le pouvoir avait identifié comme « opposants ». Depuis la fin du mois de juillet, le gouvernement nicaraguayen est déterminé à imposer ce qu'il appelle un « retour à la normale », notamment au moyen de plusieurs « opérations nettoyage », des attaques armées contre ceux qui réclament le départ du président et de son gouvernement. L'opération conduite dans la région de Carazo notamment a fait environ 38 morts en une journée. Cette phase est marquée par la mise en place d'une véritable traque : les opposants et leurs familles sont menacés de représailles, souvent de mort. Ils sont chassés jusque dans leurs maisons, et basculent dans la clandestinité ou décident de s'exiler, notamment au Costa Rica voisin. En effet, depuis le début de la crise, plus de 30 000 personnes ont traversé la frontière pour s'y réfugier.

L'étape suivante, la troisième est celle d'une criminalisation des actions et mobilisations citoyennes. Pendant cette période, les attaques violentes ont diminué, mais un autre type de répression s'est installé. D'abord, le gouvernement a adopté une loi antiterroriste suivie de l'interdiction de manifester. Puis l'occupation de l'espace public et privé par les policiers et les paramilitaires s'est généralisée. Ces derniers ne portent pas l'uniforme, sont souvent cagoulés, rémunérés et armés par la police. Ils ont été mobilisés pour renforcer l'appareil officiel répressif, afin d'éviter toute manifestation publique (individuelle ou collective) de mécontentement contre le gouvernement. Dès lors, les personnes qui se risquent à manifester sont détenues et jugées pour terrorisme ou sous n'importe quel autre type d'accusation inventée. Ce processus de judiciarisation ne respecte pas les droits humains fondamentaux, notamment celui d'*habeas corpus*, car il s'agit d'arrestations réalisées avec violence où les personnes sont emmenées dans un premier temps à la prison El Chipote, soumises à des interrogatoires violents et maintenues en détention sans ordre judiciaire et sans possibilité de se défendre. Les familles des accusés n'ont que peu ou pas d'informations sur leur détention, et peuvent difficilement aller les voir. Lorsqu'elles peuvent, elles dévoilent les conditions inhumaines de détention de leurs proches aux associations de défense et de protection des droits humains. Les tortures, les violations de toutes sortes et la violence injustifiée ont été dénoncées et se poursuivent.

Depuis le mois d'octobre, c'est une quatrième phase de la répression qui voit se multiplier et s'aggraver les attaques directement ciblées contre des représentants de la société civile, d'organisations et contre des journalistes, considérés comme figures visibles de la rébellion. En décembre 2018, le gouvernement nicaraguayen s'en est pris directement à de nombreuses organisations qui se manifestent pour le respect des droits. Par exemple le Centre nicaraguayen des droits humains (Cenidh), fondé par Vilma Nuñez, ancienne présidente de la Cour suprême de justice de 1980 à 1987 a été une cible privilégiée. Le Cenidh a, notamment, accompagné Zoilamérica, lorsqu'en 1998, celle-ci a porté plainte pour viol contre son beau-père, Daniel Ortega. Le centre s'est donc vu retirer sa personnalité juridique puis ses locaux ont été saccagés par la Police nationale sans mandat. Plusieurs médias indépendants, tels *Esta Semana*, *Esta noche*, ou encore *Confidencial*, ont été victimes du même traitement. D'autres ONG, comme Popol Na ou encore la fondation del Río, des organisations écologistes, ont subi le même sort. Enfin, le 23 décembre dernier, une des rares chaînes de télévision n'appartenant pas à la famille Ortega-Murillo, 100 % Noticias, a été investie par la police, et son directeur, Miguel Mora, ainsi que la directrice de la rédaction, Lucía Pineda, ont été arrêtés et accusés de terrorisme et de conspiration. Ils se trouvent aujourd'hui en « détention préventive ». Depuis, la chaîne a été fermée et a cessé d'émettre. La plupart des journalistes se sont exilés. Cela aggrave encore la difficulté de l'accès à une information indépendante pour les citoyens dans un pays où la majorité de la population n'a peu ou pas d'accès à internet, et où l'information passe par la télévision ou la radio. Pendant ce temps, le gouvernement continue à séquestrer, et à réprimer par tous les moyens toute tentative de critique ou contestation dans l'unique objectif de se maintenir au pouvoir coûte que coûte.

La situation actuelle au Nicaragua est extrêmement préoccupante. Plusieurs organisations nationales

de défense des droits humains ont quitté le pays (le Cenidh et l'ANPDH) et celles qui restent (la CPDH) ont une marge de manœuvre très restreinte. Les missions internationales ont été suspendues et expulsées du territoire nicaraguayen par le Ministère de relations extérieures du Nicaragua : tout d'abord la Mission du Haut-Commissariat aux Droits de l'homme des Nations unies (le 31 août) puis (en décembre) le Groupe international d'experts indépendants (GIEI) et le Mécanisme spécial de suivi du Nicaragua (MESENI), mandatées par l'OEA à travers la Commission interaméricaine de Droits humains (CIDH).

Pour justifier la répression et la violence, le gouvernement affirme que les différents secteurs qui s'opposent à lui (manifestants, médias indépendants, organisations de protection des droits humains et de l'environnement) tentent de fomenter un coup d'État au Nicaragua, financé par le gouvernement des États-Unis ainsi que par les principaux partis d'opposition. Toutefois, la lettre de démission rendue publique le 10 janvier dernier par Rafael Solís, ex-magistrat de la Cour suprême de justice – et surtout ancien membre du FSLN au sein de cette haute juridiction – dément formellement les arguments du gouvernement. En effet, Solís non seulement nie l'existence d'une tentative de coup d'État mais dénonce l'instrumentalisation du pouvoir judiciaire afin d'imputer aux manifestants une « série d'accusations absurdes concernant des délits qui n'ont jamais été commis ». Il affirme également que le gouvernement a perdu « la raison et la loi ».

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Confédération Générale Autonome des Travailleurs en Algérie (**CGATA**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindicato Intercategorial Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) – Sénégal
- Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) - Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) - Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores - Pérou
- Union Syndicale Progressiste des Travailleurs du Niger (**USPT**) - Niger.
- Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal (**UNSAAS**) - Sénégal.
- Unión Nacional para la Defensa de la Clase Trabajadora (**UNT**) - El Salvador.
- Solidaridad Obrera (**SO**) - Etat espagnol.
- Confederazione Unitaria di Base (**CUB**) - Italie.
- Independent Workers Union of Great Britain (**IWGB**) - Grande-Bretagne.
- Ogólnopolski Związek Zawodowy Inicjatywa Pracownicza (**OZZ IP**) - Pologne.
- Centrale Démocratique des Travailleurs de Martinique (**CDMT**) – Martinique.

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Flocruz (**ASFOC-SN**) - Brésil.

- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/UNTM**) – Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) – Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) – Panama.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) - Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) - Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) - Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Públicos - Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) – Canada.
- Syndicat Autonome des Postiers (**SAP**) - Suisse.
- Federación nacional de trabajadores de la educación (**SUTE-Chili**) - Chili.
- Plateforme Nationale des organisations professionnelles du secteur public - Côte d'Ivoire.
- Fédération nationale des ouvriers et collectivités locales - Union Marocaine du Travail (**UMT-Collectivités locales**) - Maroc.
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Cheminots (**CGSP/FGTB Cheminots**) - Belgique.
- Botswana Public Employees Union (**BOPEU**) - Botswana.
- Organisation Démocratique du Travail – Organisation Démocratique du Travail (**ODR/ODT**) – Maroc.
- Federacao Nacional dos Trabalhadores em Transportes Aéreos do Brasil (**FNTTA**) - Brésil.
- Federação Nacional dos Metroviários (**FENAMETRO**) - Brésil.
- Namibia Football Players Union (**NAFPU**) – Namibie.
- Palestinian Electricians' Trade Union (**PETU**) – Palestine.

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) – Belgique.
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca (**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca**) - Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT - Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.
- Sindicato di base Pavia (**SDB Pavia**) - Italie.
- United Auto Workers local 551 Ford Chicago (**UAW Ford Chicago**) – Etats-unis.
- Sindicato Uno Prodinsa, Maipú – Chili.
- Asociación Gremial de Trabajadores del Subterráneo y Premetro, Buenos Aires (**SUBTE/CTAt**) - Argentine

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**).

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**GM**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- Fronte di lotta No Austerità - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.
- Workers Solidarity Action Network (**WSAN**) - Etats-Unis.
- United Voices of the World (**UVW**) - Grande-Bretagne.
- Unidos pra Lutar - Brésil.
- Corriente Político Social Sindical 1° de Mayo de Buenos Aires – Argentine.